

**Pensez-vous que la très forte médiatisation de la Corse depuis maintenant plusieurs années a été de nature à apporter à ses problèmes une quelconque solution ?**

La médiatisation du problème corse a surtout fait de la Corse une affaire de la République. La Corse ne trouvera pas seule une réponse à ses ambitions. Elle ne sera pas dotée d'une organisation administrative et territoriale performante avec de vrais pouvoirs si la République n'est pas modernisée dans le cadre d'un nouvel équilibre entre l'Etat et le pouvoir local. C'est pour atteindre cet objectif que je propose pour ma part d'engager, dès le début du prochain quinquennat, une réforme constitutionnelle - qui sera soumise à référendum à l'Automne - pour assurer une vraie démocratie de proximité telle qu'elle est pratiquée partout en Europe. Dans ce cadre plus ouvert et rassurant pour les républicains modernes, la Corse pourra mieux affirmer son originalité culturelle et sa singularité géographique. La réforme constitutionnelle est un préalable. La médiatisation n'a pas amélioré l'image de la Corse mais elle a déverrouillé le débat sur le pouvoir local de France.

**Selon vous le processus de Matignon aura-t-il été la meilleure ou la pire des choses ?**

Ni l'un ni l'autre. Le dialogue devait être engagé mais il l'a été dans les conditions les plus déplorablement qui soient. Après avoir nommé et soutenu le préfet Bonnet dans sa politique ubuesque et malfaisante pour la Corse, le gouvernement Jospin a été obligé de virer de bord à 180° face à l'aggravation de la violence, en donnant le sentiment qu'il voulait acheter la paix. Il a, du coup, angoissé l'immense majorité de la population insulaire qui est profondément attachée à la France. La méthode était donc mauvaise. C'est tellement vrai que la loi relative à la Corse, adoptée par l'Assemblée nationale

le en décembre 2001, apparaît aujourd'hui comme une réformette sans envergure qu'en définitive aucun parlementaire corse n'a votée.

**Peut-on dire que les nationalistes ont été les seuls à faire avancer le schmilblick corse ou doit-on cette progression à d'autres partis ou mouvements politiques traditionnels ?**

Les orientations de la réforme ont été votées à l'Assemblée de Corse par 44 élus, dont seulement 8 élus nationalistes. Il y avait donc 36 élus sur les 51 membres de l'Assemblée de Corse qui ont fait un choix fort pour une réforme ambitieuse. Plus on liera la réforme corse à l'idée indépendantiste, plus on créera de réactions négatives tant en Corse qu'à Paris. Il appartient donc aux élus républicains, de droite ou de gauche, d'affirmer de manière plus forte encore leur propre projet pour la Corse.

**Un vieux slogan touristique affirmait que la Corse était " le plus proche des pays lointains ". Son accessibilité n'est pourtant pas très facile à cause du prix des transports. Que faudrait-il faire pour le réduire ou doit-on au contraire l'augmenter pour éliminer une certaine clientèle qui n'intéresse ni les hôteliers, ni les restaurateurs et encore moins les autres commerçants ?**

L'idée d'augmenter le prix des transports est pour le moins étonnante à mes yeux. Il faut au contraire garantir un service public performant pour assurer la desserte régulière de la Corse et favoriser la baisse des prix par le renforcement de la concurrence. Quant à la vocation touristique de la Corse, elle ne peut plus être contestée. Si l'on veut attirer une clientèle qui laisse à la Corse une valeur ajoutée importante, il faut moderniser les établissements

d'accueil existants et investir dans de nouveaux établissements adaptés aux nouvelles attentes. Il faut aussi développer des produits touristiques fondés sur la diversité des richesses naturelles de la Corse et sur son originalité culturelle.

**En Corse, plus les électeurs sont de conditions modestes et plus ils votent à droite ce qui explique que les candidats de droite aux élections présidentielles y ont fait toujours un tabac ? Ne trouvez-vous pas cela un peu paradoxal ?**

Les Corses ont peut-être plus de perspicacité que l'ensemble des Français ! Peut-être ont-ils compris depuis longtemps que les

socialistes n'étaient plus les défenseurs des plus faibles ou des plus déshérités, mais au contraire les promoteurs habiles d'un conservatisme non affiché. C'est dans la libération des énergies, l'allègement des contraintes et des charges qui pèsent sur le secteur productif, la responsabilisation des acteurs économiques et sociaux, que se situent aujourd'hui les véritables gisements de progrès social. Par contre, pour ce qui concerne le traitement de la question corse, je renvoie dos à dos la droite et la gauche qui ont échoué l'une et l'autre. Je souhaite que l'élection présidentielle et les législatives qui vont suivre permettent un nouveau départ pour la Corse dans une France libérée de ses carcans et de ses tabous.

Chevènement, dans ce même journal, a critiqué le processus de Matignon disant que "la dévolution en catimini d'un pouvoir législatif pour satisfaire les conditions des indépendantistes a été la cuillerée de goudron en trop dans un bricolage institutionnel indigne ...". Partagez-vous ce point de vue ?

Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Intérieur au moment de l'assassinat du préfet Erignac et cogestionnaire avec Lionel Jospin de la calamiteuse expérience du préfet Bonnet, est celui qui est le moins bien placé pour donner des leçons. Il sombre aujourd'hui dans un populisme et une démagogie de mauvais aloi. La question du pouvoir législatif a été à l'évidence un leurre dans la mesure où dans la loi relative à la Corse le gouvernement n'a pas accepté d'aller jusqu'au bout de ce que permettait la Constitution telle qu'elle est dans le domaine des transferts de compétences. Quant au pouvoir réglementaire attribué aux régions dans leurs domaines de compétences, j'y suis favorable mais il faut d'abord réformer la Constitution pour ouvrir des libertés nouvelles aux régions.

**De quoi a besoin l'économie de la Corse ? De plus d'investissements ou davantage de crédits d'Etat ?**

Les crédits d'Etat sont indispensables pour rattraper les retards criants de l'île au niveau de ses grands équipements collectifs. Mais il est clair que sans investisseurs, il n'y aura pas de développement économique durable et de diversification des activités dans l'île. C'est un objectif de développement ambitieux qui doit mobiliser la jeunesse insulaire et les responsables de l'île. La croissance et l'emploi sont évidemment liés.

**Croyez-vous qu'un régime fiscal spécifique permette un vrai décollage de cette**

**économie ?**

Un régime fiscal adapté peut être sûrement un bon levier. Mais je dois dire que les dispositions fiscales qui ont été votées par la majorité de gauche à l'Assemblée nationale sont contre performantes. Le gouvernement Jospin a imposé la suppression de la zone franche, qui était appréciée par toutes les entreprises insulaires. Il a mis en œuvre le système du crédit d'impôt, certes incitatif à l'investissement, mais qui ne concernera qu'une petite partie des entreprises corses. Je propose que la question fiscale Corse soit réexaminée dans le cadre des nouvelles dispositions liées à la réforme institutionnelle globale et à la réforme d'ensemble de la fiscalité présentée dès l'automne à l'occasion de l'examen du budget 2003 dans un sens plus favorable.

**Lorsque certains nationalistes revendiquent l'indépendance pour la Corse, n'avez-vous pas l'impression qu'ils mettent à côté de la plaque ?**

L'indépendance de la Corse n'a aucun sens. Elle constituerait un formidable recul et non un progrès. Compte tenu de la détermination évidente des corses eux-mêmes à défendre leur enracinement dans la République Française, je crois qu'ils n'ont pas à craindre une évolution de cette nature. Les Corses sont fiers de leur identité culturelle et de la richesse de leur histoire. Et ils ont raison. L'unité de la France, ce qui fait sa force, c'est le respect de sa diversité et de ses différences. Si la liberté d'expression et de pensée est un des droits les plus fondamentaux de l'homme, une valeur essentielle de la République, il est en revanche inconcevable que la République ait laissé la Corse s'enliser dans la violence depuis plus de trente ans. Les gouvernements successifs ont failli à leur mission première. Le premier devoir de la République, c'est de garantir sur tout le territoire national la sécurité des personnes et des biens.